

# Journée mondiale de la population : Le gouvernement priorise les questions de population

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 19 JUILLET 2022

# 1141

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Légitimités traditionnelles**

## La nation reconnaissante



**Épreuves écrites du Baccalauréat : Le pari de l'organisation gagné**



**Insécurité... ACI 2000 Hamdalaye et de Djicoroni-Para : La commissaire divisionnaire Ouassa Keïta**



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**18** Juin  
2022

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**463**

Nouveaux cas confirmés

**03**

Nouveaux guéris

**01**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**538 999** Vaccinations incomplètes

**1 444 890** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**31 203**

**Guéris**

**30 369**

**Décès**

**737**

dont 20 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social



P.14



P.21



P.25



## / Une /



Légitimités traditionnelles : La nation reconnaissante

P.5

## / Brèves /



Minusma : Le gouvernement suspend la rotation des contingents en attendant de clarifier la situation

P.12

L'imam Mahmoud Dicko sur la situation actuelle du Mali : « Nous avons le devoir et l'obligation de nous mettre ensemble pour redresser la situation... »

P.12

Communiqué de la Maison de la Presse du Mali : Un appel à la responsabilité !

P.13

Arrestation de 49 soldats ivoiriens au Mali : Le cadre d'échange suggère aux autorités ivoiriennes et maliennes une résolution par la voie diplomatique

P.13

Bamako-Sénou : Le ministre de la défense et des anciens combattants donne quitus aux candidats au baccalauréat pour la session 2021-2022

P.14

## / Actualité /



Journée mondiale de la population : Le gouvernement priorise les questions de population

P.16

Insécurité la zone de l'ACI 2000 Hamdalaye et de Djicoroni-Para : La commissaire divisionnaire Ouassa Keïta

P.19

Épreuves écrites du Baccalauréat : Le pari de l'organisation gagné

P.20

Relance du corridor Dakar Bamako : Les opérateurs économiques maliens réclament l'annulation de toutes les exonérations sous l'embargo

P.21

Promotion des droits des enfants : Assos sahel se mobilise pour Tombouctou

P.22

## / Politique /



Réformes politiques et institutionnelles : Regards croisés des universitaires et des politiques

P.24

Me kassoum Tapo à propos de l'élaboration d'une nouvelle constitution : « S'il y a un consensus, on pourrait envisager une révision à minima... »

P.25

## / Culture & société /



Baco djicoroni-golf : L'anniversaire tourne au viol collectif...

P.27

## / International /



Côte d'Ivoire : Chute de 43% des revenus du mobile money des opérateurs télécoms au T1 2022

P.28

Économie : Le FMI donne trois mois à la RCA pour harmoniser sa politique de cryptoactifs

P.29

## / Sport /



Italie : Le footballeur français Tiémoué Bakayoko, pris pour un trafiquant de drogue, arrêté à Milan

P.30

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**





## Légitimités traditionnelles

### La nation reconnaissante

Il s'agit de 60 chefs de quartiers du district de Bamako à recevoir des insignes, des certificats ainsi que des drapeaux des mains du Chef de l'Etat, le colonel Assimi Goita. La cérémonie s'est tenue le lundi 18 juillet 2022, au CICB sous la présidence du Président de la Transition. C'était en présence du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, du Président du Conseil national de Transition, Malick Diaw, des membres du Gouvernement, des diplomates accrédités auprès de la République du Mali, ainsi que des amis et partenaires du pays.

Le Coordinateur des chefs de quartier du District, Bamoussa Touré, satisfait de la promesse tenue par le Chef de l'Etat, au nom de l'ensem-

ble des chefs de fraction, de village et de quartier, l'a remercié pour cette considération à leur égard. Il soutient que le 11 novembre 2021 et le 18 juillet 2022 sont des dates qui traduisent désormais la renaissance des autorités et légitimités traditionnelles du Mali. Des dates à inscrire dans les annales de l'histoire de notre pays.

Désormais, la journée du 11 novembre est retenue chaque année pour perpétuer la rencontre du Chef de l'Etat avec les légitimités traditionnelles dans la pure tradition malienne et ce, en application du Décret n°2022-0128/PT-RM du 04 mars 2022 instituant la journée nationale des légitimités traditionnelles, a souligné, Abdoulaye Maïga, ministre

de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. La journée nationale des légitimités traditionnelles vise à valoriser les fonctions des légitimités traditionnelles, à raffermir leur ancrage dans la société. La présente cérémonie dira-t-il, vient à point nommé et s'inscrit en droite ligne avec les recommandations des Assises Nationales de la Refondation qui font de la valorisation des légitimités traditionnelles et coutumières un élément du Malikura. En analysant les attributions des Chefs de village, de fraction et de quartier, on se rend compte que l'Etat a tout intérêt à promouvoir davantage lesdites autorités et à renforcer leurs capacités opérationnelles, au vu des multiples charges qui leur



incombent. Chargé d'une mission d'intérêt public, le Chef de village, de fraction ou de quartier est le représentant de sa communauté auprès des pouvoirs publics, le représentant de l'Administration auprès de sa communauté. A ce titre il veille à l'application des lois et règlements, préside le conseil de sa communauté, convoque le conseil pour toute question relevant de la compétence du conseil. En matière de police administrative : il est chargé, dans le cadre du maintien de l'ordre public et de la protection civile, de prendre les mesures conservatoires, en cas de calamité ou de troubles, avise le Maire et prend toutes les mesures nécessitées par la circonstance, veille au respect des mesures d'hygiène, de salubrité et à la protection des ressources naturelles au sein de sa communauté. En matière de santé il prend toutes les mesures d'hygiène et de protection sanitaire, est tenu de signaler immédiatement au Maire, à l'Administration et aux autorités sanitaires les plus proches les indices d'épidémie et d'épizootie relevés dans la communauté. En matière de recouvrement des impôts et taxes il prête son concours aux agents de l'Administration, perçoit à cet effet une indemnité. En matière coutumière et ad-

ministrative il exerce une fonction de conciliation en matière coutumière, veille à la mobilisation des populations à l'occasion des recensements, des campagnes de vaccination, de dépistage de maladies, de soins collectifs et de calamités. « **En somme, il sert d'interface, de courroie de transmission entre les pouvoirs publics et les communautés. N'ayant pas de rémunération, il bénéficie, conformément aux textes réglementaires, de certains avantages, à savoir : une indemnité de fonction et à des indemnités de déplacement, la réduction des frais d'hospitalisation dans les conditions fixées par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Administration Territoriale et du Ministre chargé de la Santé. L'effectivité de ces avantages contribuera sans nul doute à renforcer les capacités opérationnelles des Chefs de village, de fraction et de quartier** », s'est-il félicité.

Le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, a, dans ses propos liminaires, affirmé que cette cérémonie est consacrée dans le cadre de la refondation de notre Etat dont l'un des objectifs majeurs est la valorisation de nos

légitimités traditionnelles et culturelles. Cela a commencé par l'instauration de la journée du 11 novembre qui est désormais la journée nationale consacrée aux légitimités traditionnelles et coutumières. « **La remise symbolique des insignes, drapeaux et certificats témoigne à suffisance le début de la valorisation de ces autorités. Ces activités, dont le lancement vient de se faire à Bamako, vont se poursuivre dans toutes les régions sous la houlette des Gouverneurs, des Préfets et des Sous-Préfets** », a-t-il annoncé, avant d'exhorter les Chefs de quartier, de village et de fraction à plus d'engagements. Il les invite également non seulement à soutenir les efforts du Gouvernement dans le cadre de la refondation de l'État, mais aussi et surtout au retour de l'État dans les différentes localités. Ils sont les garants de la cohésion sociale, de la stabilité, du vivre ensemble, mais aussi de la prévention et de la gestion des conflits dans les différentes localités.

■ Ibrahim Sanogo



## EcoMatin



La cérémonie d'inauguration de cette agence située aux Emirats arabes unis, s'est déroulée le 15 juillet 2022, en présence de Tony Elumelu, le Président de ce groupe bancaire panafricain. #UBA

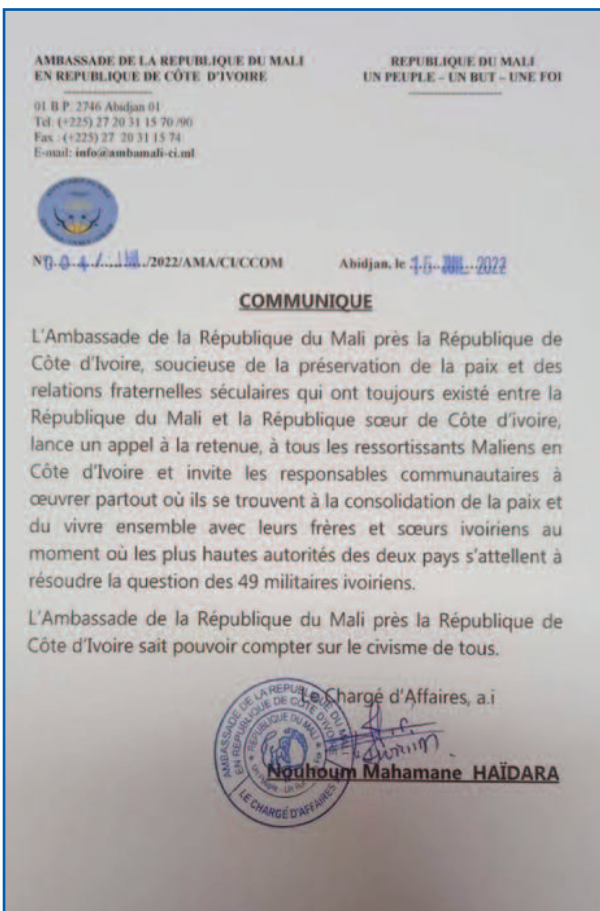


## NIANG TV



Communiqué de l'Ambassade du Mali en Côte d'Ivoire relatif à l'arrestation de 49 militaires ivoiriens au Mali.

La Cellule de Communication de l'Ambassade du Mali en Côte d'Ivoire



## EcoMatin



Les travaux du Comité technique de suivi de la mise en œuvre des projets intégrateurs prioritaires de la #Cemac, tenus du 20 au 25 juin dernier à Brazzaville au #Congo, ont permis de confirmer les engagements des bailleurs de fonds dans la capitale française en novembre 2020 et de faire le point sur la mise en œuvre des 11 projets intégrateurs de la sous-région.



## AgenceEcofin



L'initiative fait partie d'une série de projets inclus dans un mémorandum de coopération annoncé par les deux parties, dont la portée est de développer le secteur des transports en République du Congo.



## Livres AU Sénégal



Il existe de nombreuses conceptions de la citoyenneté, car c'est un concept polysémique qui varie d'un pays à l'autre, d'une époque à l'autre et même à l'intérieur d'un seul pays et d'une seule époque. D'une part, être citoyen n'a pas le même sens dans un État totalitaire et dans un régime démocratique. De l'autre, dans certains États coexistent deux « citoyennetés », une partie de la population, pour des raisons ethniques ou religieuses, pouvant être réduite à une citoyenneté « de seconde classe ». Chacun est donc fondé de récuser une définition statique de la citoyenneté et de rétorquer : « Non, la citoyenneté, pour moi, c'est autre chose, c'est plus noble », etc. Car la citoyenneté, au même titre que la démocratie, est d'abord un idéal. Et chacun se

forge son idéal en fonction des expériences vécues et de la noblesse de ses aspirations. Comment, dans ces conditions, pouvons-nous cerner le concept de citoyenneté ?

Mon hypothèse est que toutes les significations modernes de la citoyenneté nous ont été léguées par l'Antiquité gréco-romaine. J'ai notamment la conviction que l'étude des dimensions historiques de la citoyenneté nous dévoilera les principaux sens que nous donnons aujourd'hui à ce concept si moderne, et en même temps vieux de deux millénaires et demi. Je vous propose donc de remonter à l'Antiquité et de rechercher la citoyenneté dans son berceau, à Athènes et dans les autres poleis grecques, de parcourir son évolution et ses principales transformations dans les royaumes hellénistiques, dans la république romaine, puis dans l'Empire romain...



## ■ Présidence de la République du Mali

Koulouba | 18 juillet 2022 | #Diplomatie

Le Président de la Transition a reçu le ministre togolais des Affaires étrangères

Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a accordé une audience, ce lundi 18 juillet 2022, à Robert DUSSEY, ministre togolais des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'Extérieur. Il était porteur d'un message du Président de la République de Togo, Faure Gnassingbé.

À l'issue de cette audience, le ministre togolais a indiqué, au cours d'un point de presse, que les questions « bilatérales d'intérêt commun et sous-régional » étaient à l'ordre du jour de cette rencontre. « En parlant d'intérêt sous-régional, nous avons évoqué la détention des 49 soldats ivoiriens au Mali », a-t-il indiqué avant de souligner avoir trouvé le « Président de la Transition [...] très ouvert, favorable au dialogue » et qui souhaite surtout préserver les relations de fraternité et d'amitié entre la Côte d'Ivoire et le Mali.

C'est pourquoi le Président de la Transition a sollicité le concours de



son homologue togolais, Faure Essozima Gnassingbé, afin de trouver une solution rapide à cette situation entre les deux pays.

« Je voudrais vous confirmer la disponibilité du Président de la République togolaise d'aider et d'user de ces bons offices pour résoudre définitivement ce problème entre nos deux pays », a rassuré le ministre togolais des Affaires étrangères avant de laisser entendre : « Pour le Togo et le Président de la République togolaise, la paix au Mali, la paix en Côte d'Ivoire, c'est la paix dans toute la région et dans notre pays, Le Togo. »



## ■ Kassim Diarra



<< Nous ne pouvons rien réussir tant que nous n'aurons pas redressé l'école et la justice. >>

Choguel Kokalla Maïga lors du lancement des épreuves du baccalauréat, session de juillet 2022.

Alors, nous attendons donc, une résolution définitive de l'article 39 des enseignants pour que l'année scolaire prochaine soit comme celle de cette année.



## ■ 237online.com, l'ouverture sur le Cameroun

237online.com Le Groupe UBA encourage sa clientèle à opter pour ses solutions de banque digitale et numérique: Le Groupe UBA a récemment annoncé sur ses pages officielles, la fermeture de toutes ses agences le samedi. Cette





mesure qui concerne l'ensemble des filiales africaines du Groupe bancaire, traduit la volonté stratégique de couvrir tous les canaux exploités par les clients, notamment les plateformes numériques et digitales, qui depuis deux ans, avec l'avènement de ...



## L'Éléphant Sportif



EBOUE EMMANUEL : « Eboué a aujourd'hui son centre de formation, le EEFC. J'ai toujours travaillé dans l'ombre. J'aide les jeunes ivoiriens et je prie Dieu de me donner encore la santé pour que j'aide mes petits frères qui veulent devenir des footballeurs. »



## Yehia Tandina



TOMBOUCTOU : LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ORTM EN SÉJOUR

Accompagné de ses collègues de la radio rurale Oumar Moussa Traore, du chef des ressources humaines et le secrétaire général du comité syndical de L'ORTM, le Directeur général Assane Diombé à travers cette visite dans la région de Tombouctou, veut s'imprégner des conditions de travail des équipes de Tombouctou et Taoudenit. Les 2 gouverneurs ont salué l'initiative et en plus lui ont fait part de leurs satisfaction des équipes sur le terrain. Les 2 gouverneurs ont réitéré leur entière disponibilité à accompagner les stations pour une meilleure couverture et une visibilité des régions. Au paravent, une visite de courtoisie aux notabilités de Tombouctou avait été effectuée.

Demain une journée d'échange avec les services techniques, la société civile et les partenaires sera organisée pour mieux expliquer l'approche des responsables de L'ORTM.



## Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Communiqué conjoint issu de la visite de travail et d'amitié de S.E. Prof. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'Extérieur, le 18 juillet 2022 à Bamako.



## Financial Afrik



Les Etats membres de l'Union monétaire ouest-africaine (Uemoa) ont emprunté 1.353,13

milliards de FCFA au 2e trimestre 2022, selon les données publiées par l'agence Umoa-Titres. La durée de vie moyenne à l'émission en année est de 4,26.

Dans les détails, la Côte d'Ivoire aura mobilisé le plus sur le marché financier régional avec 39% du montant total levé entre avril et juin 2022 (522

#Alerte #UEMOA #UMOATitres



## ■ Diéminatou Sangaré



Nous avons eu l'honneur et le plaisir de rendre visite aux premiers bébés de l'hôpital de district de la commune 4 Alhamdoulilah.

Les mamans et les bébés se portent bien Alhamdoulilah.

Le premier bébé est une mignonne fille Alhamdoulilah que j'ai eu le plaisir et l'honneur de porter dans mes bras .

Je félicite et encourage le personnel de l'hôpital.

Mes vœux de bonheur aux nouveaux nés et à leurs parents.

Qu'Allah bénisse le Mali

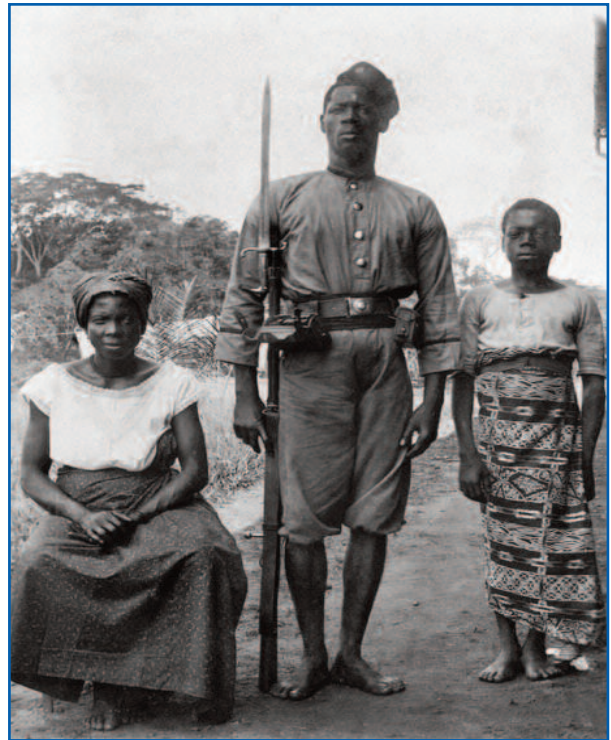


## ■ Souleymane Diawara



Cameroun allemand: Un Askari (soldat colonial local) avec sa femme et son enfant. - probablement dans les années 1910.

Askari est un mot arabe, turc (asker), somali, perse et swahili signifiant « soldat ». Le terme était couramment employé afin de désigner les troupes indigènes des empires coloniaux européens (en premier lieu l'empire colonial allemand) en Afrique de l'Est et au Moyen-Orient. Il peut également être utilisé pour la police, la gendarmerie et les forces de sécurité.



## ■ Larmes des pauvres™



Activiste ou panafricaniste camerounais(e) au #Mali, ça fait rire vraiment. Paul Biya est le premier symbole de la France-Afrique, Qu'avez-vous fait dans votre pays ? Des escrocs et des arnaqueurs tapis dans les réseaux sociaux.

## ■ Kanfari Sonni Anass Maiga



Selon le classement de Global Fire Group 2022, le #Mali est la première puissance militaire de zone UEMO et 3e de la zone CEDEAO, juste derrière le Nigéria (1er) et le Ghana (2e). <https://globalfirepower.com/countries-listing-africa.php>... Photo d'illustrat, un élément des forces spéciales du Mali à Gao, mars 2021





Préparez à **SUP MTI BENI MELLAL** votre carrière  
 d'**INGÉNIEURIE** et de **MANAGER**

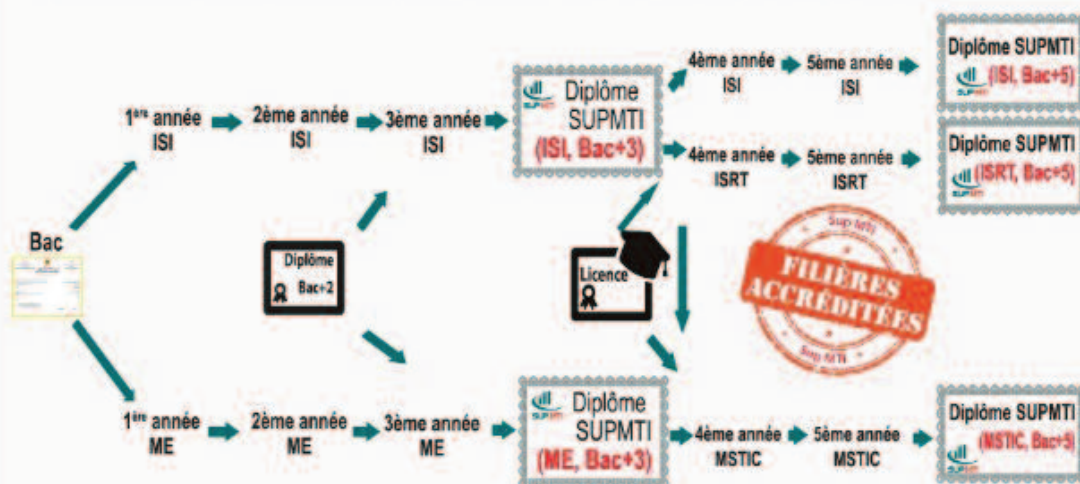
**ÉCOLE DE MANAGEMENT**

- ✓ Management des Entreprises (**ME Bac+3**)
- ✓ Management des Systèmes et Technologies de l'Information et de Communication (**MSTIC Bac+5**)

**ÉCOLE D'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE, RÉSEAUX ET TÉLÉCOMS**

- ✓ Ingénierie des Systèmes Informatiques (**ISI Bac+3**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes Réseaux et Télécoms (**ISRT Bac+5**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes d'Information (**ISI Bac+5**)

L'EXCELLENCE  
 PAR LA FORCE  
 DU GROUPE  
 DES ÉCOLES  
**SUP MTI**



**Diplômes Bac+3 et Bac+5**

Partenaires :



Certificats  
 Internationaux :



Nationalités des étudiants de **SUP MTI Béni Mellal**



**SUP MTI BENI MELLAL**

**Contacteur au Mali**

Boulevard Hassan II,  
 Quartier Al Adarissa  
 (au-dessus du café voltaire)  
 (+212) 612 993 056  
 (+212) 5 23 42 22 33/34  
 hamidaitsaid@supmti.ac.ma  
 @supmtibm  
 @SUPMTIBeniMellal

D&D Consulting  
 HAMDALLAYE ACI2000, RUE 330, PORTE 10  
 +223 698883 05/82017575  
 mdoumbia1@yahoo.fr



## Minusma : Le gouvernement suspend la rotation des contingents en attendant de clarifier la situation



Toutes les rotations des contingents militaires et policiers de la Mission de l'ONU au Mali (MINUSMA) ont été suspendues par les Autorités de la transition malienne le jeudi, 14 juillet 2022, selon un communiqué du ministère malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Les Autorités maliennes justifient leur décision en invoquant le "contexte de sécurité nationale".

Le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale informe la MINUSMA que, dans le cadre d'une gestion efficiente de la rotation des effectifs des contingents militaires et policiers déployés au Mali au compte de la Force onusienne, la partie malienne prévoit l'organisation d'une réunion de coordination entre les structures maliennes concernées et la MINUSMA", souligne le communiqué.

Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale précise que cette rencontre vise essentiellement à dégager un plan optimal permettant de faciliter la coordination et la réglementation de la rotation des contingents opérant au sein de la MINUSMA.

Ainsi, le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale informe la MINUSMA qu'avant la tenue de ladite rencontre ainsi que pour des raisons liées au contexte de sécurité nationale, le Gouvernement du Mali a décidé de suspendre, à compter de ce jour, toutes les rotations de contingents militaire et policier de la MINUSMA, y compris celles déjà programmées ou annoncées.

Les autorités assurent la MINUSMA que la partie malienne travaillera de manière diligente en vue de réunir les conditions propices à la levée de cette mesure suspensive de la rotation qui constitue une phase essentielle permettant aux contingents déployés d'assurer une bonne mise en œuvre du mandat de la MINUSMA.

Rappelons que le mandat de la MINUSMA, présente au Mali depuis 2013, avec environ 13 000 soldats, a été renouvelé pour un an le 29 juin, mais avec une "opposition ferme" du Mali à la liberté de mouvement des Casques bleus pour des investigations liées aux droits de l'homme.

Le Mali a été le théâtre de deux coups d'État militaires en août 2020 et en mai 2021. La crise politique va de pair avec une grave crise sécuritaire

## L'imam Mahmoud Dicko sur la situation actuelle du Mali : « Nous avons le devoir et l'obligation de nous mettre ensemble pour redresser la situation... »



La CMAS de l'imam Mahmoud Dicko a organisé, le samedi 16 juillet 2022, à Badalabougou, une journée de prière pour rendre hommage aux victimes des manifestations des 10, 11 et 12 juillet 2020. L'imam Mahmoud Dicko a profité de l'occasion pour lancer un appel à l'union sacrée autour du Mali. « Personne à lui seul ne peut redresser ce pays, il faut nécessairement que le peuple malien, uni, se mette ensemble... Nous avons le devoir et l'obligation de nous mettre ensemble pour redresser la situation », a déclaré le célèbre imam, ancienne figure de proue du Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP). L'imam Mahmoud Dicko, qui s'exprimait lors d'un point de presse, a tenu à délivrer un message à l'ensemble du peuple malien. Selon lui, le Mali a, au cours de son histoire, connu plusieurs phases : la révolution, le parachèvement, la rectification. Et la dernière phase qui reste, précise l'imam, est celle du « redressement ». « Le redressement se fera avec tout le monde. Personne à lui seul ne peut redresser ce pays, il faut nécessairement que le peuple malien, uni, se mette ensemble. C'est cela le sens du manifeste que j'ai eu à publier quand je voyais cette situation venir », a indiqué l'imam Mahmoud Dicko. Plus loin, l'imam dira que nous sommes en train de perdre nos valeurs qui constituent le fondement de notre nation. « Le seul président qui a essayé de réhabiliter l'histoire du Mali est le président Alpha Oumar Konaré, le premier président élu démocratiquement. Il est vivant, mais il est déjà dans les oubliettes de l'histoire. Avec ça où allons-nous ? », s'est interrogé l'imam de Badalabougou. A noter que la répression des manifestations organisées entre le 10 et le 13 juillet 2020 par le Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) pour exiger la démission du président malien Ibrahim Boubacar Kéita, ont fait 14 morts et 40 blessés en juillet 2020, selon un rapport de la Minusma.

M.K.Diakitité / Source : Le Républicain

en cours depuis 2012 et le déclenchement d'insurrections indépendantistes et terroristes dans le nord.

Bréhima DIALLO / Source : 22 Septembre



**Communiqué de la Maison de la Presse du Mali : Un appel à la responsabilité !**



**S**uite à l'arrestation de 49 militaires ivoiriens, suivie d'un communiqué du gouvernement et d'un autre du Conseil de sécurité de la Côte d'Ivoire, présidé par le président Alassane Dramane Ouattara, des esprits commencent à se surchauffer dans les deux pays via la presse et les réseaux sociaux. Nous avons remarqué avec regret des dérapages verbaux des vidéo Mens du côté de Bamako aussi bien que d'Abidjan. La Presse, de plus en plus, diffuse moult informations, souvent très contradictoires. La Maison de la Presse du Mali appelle à la responsabilité, au respect des règles éthiques et déontologiques pour ne pas envenimer la situation. Elle appelle (journalistes, vidéo Mens, citoyens, blogueurs, leader d'opinions, influenceurs - hommes et femmes-, société civile), à davantage de responsabilité dans la diffusion de l'information et à contribuer à l'apaisement entre le gouvernement du Mali et l'Etat de Côte d'Ivoire. Elle demande aux organisations faitières d'assumer leur partition en invitant leurs membres à jouer la carte de l'apaisement en évitant les rumeurs, les invectives et les fakes news conformément aux exigences de notre profession. La maison de la Presse réitère son engagement pour une information saine, dénuée de toute propagande de part et d'autre.

Bamako le 15 juillet 2022

La Maison de la Presse / Bandiougou DANTE

**Arrestation de 49 soldats ivoiriens au Mali : Le cadre d'échange suggère aux autorités ivoiriennes et maliennes une résolution par la voie diplomatique**



**S**e prononçant sur la situation politico-militaire délétère entre Mali et la Côte d'Ivoire relative à l'affaire des 49 soldats ivoiriens sur le sol malien, le cadre d'échange des partis et regroupements politiques pour une transition réussie a, dans une déclaration dont abamako.com a reçu copie, demandé aux autorités des deux pays de privilégier la résolution de la crise par la voie diplomatique. Ce, pour le grand bonheur de nos deux peuples. Ci-dessous la déclaration :

Le Cadre d'échange des Partis et Regroupements de partis politiques pour une transition réussie au Mali, lors de sa réunion ordinaire du samedi 16 juillet 2022 au siège de Djiguiya kura, a procédé à l'analyse de la situation sociopolitique du Mali. Le cadre suit avec une attention particulière l'incident survenu entre notre pays et la République sœur de Côte d'Ivoire, par l'arrestation de 49 soldats ivoiriens sur le sol malien. Le Cadre se fondant sur les relations séculaires et fraternelles qu'entretiennent nos deux pays, demande aux autorités des deux Pays, de privilégier la résolution par la voie diplomatique pour le grand bonheur de nos deux peuples.

Le Cadre lance un vibrant appel au calme et à la sérénité de nos deux populations en attendant le règlement pacifique de cet incident.

.....  
ONT SIGNÉ : le 17 juillet 2022

Les Présidents des Partis et Regroupements Politiques : EPM, Espérance Nouvelle-Jigiyi Kura, ARP, NVPM, ASMA-CFP, ICAP, YELEMA, ADRP, CNDR, Parti Mali Émergence, CVCRT.

www.malikile.com

## Bamako-Sénou : Le ministre de la défense et des anciens combattants donne quitus aux candidats au baccalauréat pour la session 2021-2022

Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara a procédé le lundi 18 juillet 2022 au lancement des épreuves écrites du baccalauréat à l'école de Sénou base, près de la Base aérienne 101 de Sénou.

Il était accompagné des ministres de la Justice, Garde de Sceaux, de la Promotion de la Femme et de l'Enfant, du Commerce et de l'Industrie et du Secrétaire Général du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, respectivement Mahamadou Kassogué, Mme Wadidie Founé Coulibaly, Mohamed Ould Mohamed et Kinane AG Gadede. La délégation a été reçue par le directeur du Centre, M. Oumar Diarra.

Le centre de Sénou compte 276 candidats dont 40,22% de filles, tous de la série terminale sciences économiques répartis entre 11 salles de classes. 24 enseignants surveillants et 5 agents de sécurité ont été mobilisés pour la surveillance et la sécurisation des examens.

Les honneurs ont été rendus à la délégation par les pionniers de l'école de base de Sénou avec la montée des couleurs suivie de l'Hymne national du Mali.

Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants s'est adressé aux surveillants pour le respect des règlements intérieurs du centre d'exa-



men. "Nous posons tous notre espoir sur vous pour le bon déroulement des examens," confia-t-il. Aux candidats, le ministre a demandé de rester sereins et de prendre du temps de bien lire et comprendre les sujets et de compter sur eux même, car c'est un examen très sérieux. Il a fait savoir aux jeunes candidats qu'ils sont l'avenir du pays.

Le Baccalauréat de cette année se passe dans un contexte particulier, car il a mobilisé quatre ministres rien que dans le centre de Sénou. Ce qui symbolise le nouveau Mali où tout le gouvernement se mobilise pour la réussite du Baccalauréat.

Les ministres ont souhaité bonne chance et beaucoup de succès aux candidats. Ils ont enfin procédé à la distribution du premier sujet dans la salle 1 pour marquer le lancement des examens du Baccalauréat malien 2022.

Source : Forces Armées Maliennes



### CENTRE D'APPELS INPS

Appelez au : **20-70-51-70 // 20-70-51-71 // 20-70-51-72**

Une équipe professionnelle et dynamique à votre écoute

**Du lundi au Jeudi**

**7h30 à 16h00**

**Vendredi**

**7h30 à 17h30**

**NOTRE AMBITION : MIEUX VOUS SERVIR**

- UN ACCUEIL CHALEUREUX
- UNE ORIENTATION SURE
- DES INFORMATIONS FIABLES

Pour toutes informations et réclamations relatives à l'INPS

- Renseignement sur nos prestations
- Pièces à fournir et suivi des dossiers
- Date et Chronogramme de paiement





## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# BON A SAVOIR

### ■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

### ■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

### ■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

### ■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

### ■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

### ■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

### ■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

[www.oclei.ml](http://www.oclei.ml)

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

# Journée mondiale de la population :

## Le gouvernement priorise les questions de population

**L**e secrétaire général du ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population Sambala Madi Kanouté a présidé la cérémonie de commémoration de la journée mondiale de la population (JMP). C'était le lundi 18 juillet à Dio Gare (commune rurale de Dio). Le thème national retenu cette année est : « santé complète de la femme pour un Mali en paix.

Cette cérémonie a été marquée par la présence du représentant Résident du Fonds des

Nations Unies pour la Population (UNFPA) Ananda Philipose, des Directeurs de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, des membres du ministère, des partenaires, des légitimités traditionnelles et religieuses et la population de Dio Gare et environnants sortie massivement pour l'occasion.

C'est sous un rythme endiablé du son folklorique des légitimités traditionnelles de Dio que la cérémonie a débuté. Les danseurs vêtus en habits traditionnels avec les yeux couverts

avec un cagoule ont exécuté des pas de danse hors du commun. Enfants, parents, amis et frères de Dio Gare et les communes environnantes avaient les visages marqués par un sourire qui prouvait à suffisance leur fierté d'avoir abrité la cérémonie de commémoration de la journée mondiale de la population.

Prenant parole, le représentant du chef de village de Dio, Almamy Bathily, s'est réjoui du choix porté sur Dio Gare pour la célébration de la journée mondiale de la population. Aussi, il a mis un accent particulier sur le rôle que joue la femme dans la société.

Ensuite, le maire de la commune rurale de Dio Daouda Kané, a précisé que le fait d'encourager la scolarisation des filles à Dio à travers le don de présent à celles qui se sont démarquées des autres est une aubaine. En outre, il a saisi l'occasion pour solliciter du ministère l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population une chambre froide pour préserver leurs







légumes.

Pour sa part, Ananda Philipose, à au nom du représentant Résident du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), précisé que la Journée mondiale de la population est l'occasion de célébrer le progrès de l'humanité. « **cette journée constitue une période de réflexion sur l'état de la population, vue comme une entité, avec ses défis et ses opportunités** », a-t-elle dit.

En effet, elle a souligné qu'avec un taux d'accroissement de la population de 3,6%, le Mali fait face à divers défis socioéconomique, politique et sécuritaire permettant difficilement à tous d'exercer tous leurs droits. « **La situation des plus vulnérables, notamment les femmes et filles dans le domaine de la santé est particulièrement inquiétante. C'est pourquoi le thème national choisi par les autorités maliennes est « La santé complète de la femme pour un Mali en paix** », a-t-elle avancé.

« **La population du Mali, a vécu et continue de vivre en même temps, diverses crises, allant de la pandémie à covid19, aux différentes crises politico-sécuritaires qui touchent de manière disproportionnée les plus marginalisés d'entre**

**nous. À ce jour, la plupart de la population vivent encore dans la pauvreté, souffrent de la faim et de la malnutrition, n'ont pas accès aux soins de santé et à la protec-**

**tion sociale et ne sont pas en mesure de suivre une éducation primaire et secondaire de qualité** », a-t-elle déploré.

En outre, Ananda Philipose a fait une mention spéciale à ces femmes qui constituent une couche importante de la population, mais malheureusement toujours confrontées à la violence basée sur le genre, à des problèmes de santé et à d'autres difficultés. « **Cet état de fait, nous interpelle tous, à doubler d'effort dans la protection des femmes et des filles et surtout dans la promotion de leurs droits, notamment le droit à la santé sexuelle et reproductive, voire la santé intégrale de la femme** », a-t-elle soutenu.

Par ailleurs, elle a remercié le gouvernement du Mali pour les efforts qu'il déploie pour assurer la santé et le bien-être de l'ensemble de la population, en particulier ceux des femmes et des filles.

De son côté, le représentant du ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population a expliqué que la célébration de la journée mondiale de la population consacre la volonté de la communauté internationale d'attirer, à travers une problématique donnée, l'attention des gouvernements et des populations sur la nécessité d'améliorer, par des investissements





stratégiques et des interventions pertinentes, les secteurs de développement.

De ce fait, il a indiqué que le Mali à l'instar de la communautés internationales a toujours affirmé sa volonté politique de faire de l'autonomisation économique des femmes et des filles, de la promotion de l'enfant et de la famille et du genre, particulièrement de la santé de la femme des priorités en matière de développement économique et social.

« **Le rapport de la mortalité maternelle est estimé à 325 décès pour 100 000 naissances vivantes selon les dernières enquêtes démographique et de santé réalisée en 2018. Bien qu'encore élevée, la tendance est à la baisse. En effet, il était de 464 et à 582 décès pour 100 000 naissances en 2006 et en 2001, respectivement puis à 368 et à 325 décès maternels respectivement en 2013 et 2018** »,

a-t-il révélé.

En dehors de cela, le représentant du ministre a soutenu que la politique nationale de la population adoptée en 2017 contribuera à la réalisation de l'objectif global du développement durable du Mali à travers l'amélioration du niveau de qualité de vie des populations. « **Cet objectif cadre parfaitement avec celui de l'agenda 2063 de l'UA qui vise un niveau de vie, une qualité de vie et un bien-être pour tous** », a-t-il affirmé.

De même, il a assuré l'engagement du gouvernement a assuré la promotion des questions de population. « **Le gouvernement du Mali est résolument engagé à assurer la promotion des questions de population, à la fois complexes et multisectorielles à travers la mise en œuvre des projets et programmes de développement sectoriels en matière d'éducation, de santé, d'emploi**

**et de promotion de la femme** », a-t-il souligné.

En fin de compte, il a exhorté les partenaires intervenant dans le domaine de la population et les programmes d'urgence en particulier, à s'impliquer davantage aux côtés du gouvernement pour accroître le financement des activités liées aux questions de population.

La cérémonie a été sanctionnée par une remise de prix aux jeunes filles qui ont occupé le premier rang dans leurs classes respectives. Cette action selon le représentant du ministre a pour objectif d'encourager la scolarisation des filles. Celle-ci a été couplée à la remise de matériels aux représentants de écoles et des CSCOM de la commune rurale de Dio.

■ Maffenin Diarra





# Insécurité la zone de l'ACI 2000 Hamdalaye et de Djicoroni-Para : La commissaire divisionnaire Ouassa Keïta



La Commissaire Divisionnaire du 14ème Arrondissement, Ouassa Keïta a organisé une séance d'écoute et de propositions de solutions avec la société civile face à l'insécurité qui sévit dans la zone de l'ACI 2000 Hamdalaye et de Djicoroni-Para, en Commune IV du district de Bamako. C'était le vendredi dernier au commissariat du 14ème arrondissement.

Cette rencontre a été marquée par la présence du Directeur régional du Secrétariat Permanent de la Lutte contre les armes de Petits Calibres et du président de l'UJMM, Macky Ba. Dans ses propos introductifs, Ouassa Keïta a d'abord expliqué que le 14ème arrondissement gère la Cité Administrative qui compte 18 Ambassades, 18 hôtels, plus de 20 bars et 54 appartements. Sans compter Djicoroni-Para, avec les berges du fleuve Niger, qui sont dites, « des nids de bandits ».

En effet, la Commissaire Divisionnaire, Ouassa Keïta a souligné que la circonscription géographique de son commissariat est réduite mais très sensible. Ainsi, elle a précisé que son équipe consent d'énormes efforts pour sécuriser ces lieux, à travers des patrouilles me-

nées nuit et jour. « Malgré tout, le cambriolage et le banditisme sévissent », a-t-elle déploré. Aussi, elle a sollicité l'accompagnement de tous et de chacun pour venir efficacement à bout de cette insécurité. Précisant qu'il s'agira pour la population de dénoncer les cambrioleurs et les délinquants. A cet égard, un Numéro Vert 80.00.11.15 a été communiqué aux participants, accessible à tout moment. « **J'invite l'ensemble de la société civile (les chefs de quartiers, les imams, les jeunes, les femmes, les transporteurs de l'auto-gare dite « La place de Guinée » à être de partenaires de la police et de dénoncer tout comportements suspects** », a-t-elle souhaité.

De son côté, le chef de quartier de Djicoroni-Para, Kabouné Diakité n'a pas caché sa joie face à cette initiative, qui contribue à sensibiliser les populations. « **A Djicoroni, tout le monde se connaît. On connaît les bandits et leurs mouvements. Nous sommes disposés à collaborer étroitement avec la police, pour plus de sécurité dans notre secteur** », a-t-il promis.

Quant à l'imam de Djicoroni Djènèkabougou,

Youssef Diallo, il a mis un accent particulier sur l'importance de la dénonciation des bandits. Sans cela, dit-il, « **les actes de banditisme se multiplieront dans le quartier** ». En outre il a appelé les autorités à s'assumer, en gardant les délinquants dans les prisons. A son tour, le président du CNJ de Djicoroni-Para a rappelé que la jeunesse avait mis sur place une cellule de veille, qui avait produit de résultats salutaires, mais avec les dissensions, elle a été dissoute.

Ainsi, il a rassuré le commissariat du 14ème arrondissement de la disponibilité de son organisation à œuvrer avec la police dans la lutte contre l'insécurité.

Moussa Keïta, un transporteur de l'autogare à Djicoroni-Para, pointe du doigt la responsabilité des parents qui ont démissionné. « **Aujourd'hui, l'éducation a failli dans nos familles. Toute chose qui cause beaucoup de torts à la communauté. J'invite les parents à prendre bras le corps l'éducation des enfants, pour impulser la sécurité et la citoyenneté** », a-t-il souhaité.

■ Maffenin Diarra

# Épreuves écrites du Baccalauréat : Le pari de l'organisation gagné



Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, a procédé, le lundi 18 juillet 2022, au lancement des épreuves du baccalauréat, session de juillet 2022, au Lycée Bouillagui Fadiga de Missira (Bamako). Au même moment, les autres membres du gouvernement ont fait le même exercice à l'intérieur du pays. La devise de cet examen est la lutte contre la fuite des sujets, les faux sujets et la fraude. Ce qui permettra inéluctablement de donner à l'école malienne ses lettres de noblesse. De quoi réjouir les parents d'élèves qui se sont dressés comme un seul homme pour l'atteinte de cet objectif qui cadre parfaitement avec l'esprit de la refondation en cours dans notre pays.

La cérémonie de lancement national a eu lieu en présence du ministre de l'Éducation Nationale, Sidibé Dédéou Ousmane, du ministre de la Communication et de L'Economie numérique et de la Modernisation de l'administration Harouna M Toureh, du ministre de la Refondation, chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maïga et du ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Daoud Aly Mohammedine, de la directrice de l'académie d'enseignement de Bamako rive gauche, et de plusieurs autres autorités politiques et admi-

nistratives.

Le too départ de la cérémonie a été la montée des couleurs. Après cela, le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga et sa délégation ont visité quelques salles d'examen. Le Chef du gouvernement a mis à profit cette occasion pour prodiguer des conseils non seulement aux candidats mais aussi aux surveillants. Choguel Kokalla Maïga, a transmis aux candidats les encouragements du Chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta et de l'ensemble des Maliens. Selon lui, il faut aller vers l'excellence car les médiocres n'ont plus leur place dans un monde compétitif. Et d'ajouter que le gouvernement a pris toutes les dispositions pour la bonne tenue des examens de fin d'année. « **Toute la République compte sur vous, l'avenir du Mali, c'est vous. L'Éducation occupe un ordre de priorité élevé** », a-t-il laissé entendre. Il a, ensuite, ouvert la première enveloppe contenant l'épreuve de l'Économie sous l'œil impatient des candidats. On pouvait lire la sérénité sur le visage des candidats qui ont eu une année normale comparativement à d'autres escamotées par des grèves des syndicats de l'Éducation signataires du 15 octobre 2016. Interrogés, les candidats ont clairement indiqué que les sujets sont

abordables.

Pour l'examen du baccalauréat malien session de juillet 2022, ce sont 192.442 candidats qui sont à la recherche de ce diplôme qui marque la fin des études secondaires. Ils composent dans 424 centres d'examen sur tout le territoire. L'académie d'enseignement de Bamako rive droite, se taille la part du lion avec 32.134 candidats. Pour le Bac général, la majorité des candidats inscrits en série TSECO (Sciences économiques) soit 32,31% suivie de la série TLL (lettres et langues) avec 30,45%. Les candidats libres représentent 16,95%. Les filles représentent 45,59. Au niveau de l'académie d'enseignement de Sikasso, ils sont au nombre de 14.004. A l'académie d'enseignement de Kita compte 1193 candidats dont 896 garçons et 297 filles. Il faut noter que les épreuves se poursuivront jusqu'au jeudi 21 juillet 2022. En se référant à tout ce précède, l'on peut affirmer que les autorités de la Transition sont en train d'organiser des examens propres sans fuite de sujet ni faux sujets. La voie du Malikura est enfin tracée.

■ Ibrahim Sanogo



# Relance du corridor Dakar Bamako : Les opérateurs économiques maliens réclament l'annulation de toutes les exonérations sous l'embargo

La salle de conférence du Conseil national du patronat du Mali a servi de cadre à la tenue d'une rencontre d'échange entre la Direction générale du Port autonome de Dakar (Pad) et ses partenaires des chambres consulaires du Mali. Les deux parties se sont entretenues sur les conditions de relance du Corridor Dakar-Bamako après la crise de l'embargo. C'était ce jeudi 14 juillet 2022.

**A**près la levée des sanctions contre le Mali, une mission de la Direction générale du Port autonome de Dakar a été déployée à Bamako du 13 au 15 juillet 2022. Selon le Directeur commercial du port autonome de Dakar, Papa Ibrahim Sow, les échanges ont porté d'une part sur la mise en œuvre des mesures annoncées par le Pad en faveur du transit malien et d'autre part sur le renforcement du partenariat stratégique pour une relance rapide du corridor Dakar-Bamako. En effet, la direction générale du Pad a décidé

d'annuler les frais de magasinage de marchandises en transit Mali. « Cette décision d'annulation des frais de magasinage prend effet à compter du début d'entrée en vigueur de l'embargo contre le Mali ; le 09 janvier à Accra, jusqu'au 03 juillet date de la levée de celui-ci », a-t-il déterminé. Et de préciser que cela concerne les marchandises conventionnelles. Cependant, pour les opérateurs économiques du Mali, cette décision du Port autonome de Dakar est partielle. Car, elle ne prend pas en compte les exonérations de magasinages au

niveau des partenaires du Port. Aux yeux des opérateurs maliens, il est injuste d'être contraint à payer aux opérateurs des terminaux du Pad des frais de magasinages exorbitants entraînés par la longue durée de l'embargo. Pour sa part, le Président de la Chambre du commerce et de l'Industrie du Mali, Youssef Bathily, a décelé par rapport à la décision du Port de Dakar : « Nous avons écrit au Port de Dakar pour demander d'abandonner tous les magasinages des surcharges liées aux marchandises en transit sous l'embargo de janvier à juillet ». A cet effet, le président de la Ccim a exprimé sa satisfaction quant à la décision de l'abandon des frais de magasinage, en plus de l'engagement du remboursement de tous les frais payés durant la période de l'embargo. En perspective, Youssef Bathily a annoncé qu'une mission des chambres consulaires du Mali est prévue à Dakar cette semaine pour rencontrer les partenaires du port, afin de convaincre ces derniers à abandonner les frais de magasinage. « La rencontre portera sur les frais déjà payés et les frais à payer... », a souhaité le Président de la Ccim. Dans cette circonstance, l'autorité portuaire du Sénégal s'est engagée à mener des négociations auprès des opérateurs des terminaux pour un meilleur accompagnement par rapport à la marchandise malienne.

Adama TRAORE  
Source : La Preuve



## Promotion des droits des enfants : Assos sahel se mobilise pour Tombouctou

Pour sauver l'éducation et l'avenir des enfants déscolarisés dans la région de Tombouctou, Assos Sahel a initié le projet "Ehane Naratane" « la maison des enfants ». Il s'agit d'un centre de formation et d'apprentissage aux métiers au profit des enfants en rupture scolaire de la région de Tombouctou. L'initiative a été lancée à travers un diner gala organisé ce samedi 02 juillet 2022 à l'hôtel Salam de Bamako. C'était sous la coprésidence de Dédéou Ousmane Sidibé, ministre de l'Education nationale, et Yeah Samaké, consultant Empower Mali.



Le meilleur héritage qu'on peut léguer à un enfant, c'est de lui donner une bonne éducation », dit l'adage. C'est cette ambition que porte l'organisation Assos Sahel à travers le projet "Ehane Naratane". En suivant les propos du Président d'Assos, Sahel Aguisa Ag Mohamed Cissé, "Ehane Naratane" vise à construire et équiper un ensemble d'infrastructures sur une parcelle d'un hectare. Ce, pour assurer l'encadrement des enfants. D'après lui, ce centre servira d'espace de formation, d'apprentissage et de jeux sains. Cela, dans le but d'éloigner ces derniers de la tentation du terrorisme et de la délinquance. A ses dires, le coût de réalisation du projet basé dans la région de Tombouctou est estimé à 400 millions de CFA. « Ces enfants vivent dans une situation d'extrême pauvreté qui ne présage pas un avenir sein. Face au fléau d'abandon scolaire, ils sont à la merci des comportements dégradants », a-t-il décrié. A en croire Aguisa Ag Mohamed Cissé, ce centre sera doté de plusieurs de salles de classe, un bloc administrative, une station radio, une

salle informatique, des bibliothèques. Et d'ajouter que les filières de formation du centre Ehane Naratane seront choisies en fonction des besoins de la région. Notamment l'agrobusiness, l'agropastoral, coupe et couture, maintenance informatique, électricité, plomberie, etc. En outre, cet ambitieux projet permettra de développer un potentiel intellectuel et créatif des enfants, de produire des forces productives futures pour le développement de la région, et afin réduire la précarité des enfants en rupture scolaire. C'est pourquoi Assos Sahel lance un appel pressant à toutes les bonnes volontés d'accompagner cette initiative avec un acte de bienfaisance afin de servir d'espoir pour ses filles et fils du pays en perte. Environ 20 millions de FCFA ont été collectés au cours du diner gala. Pour sa part, la marraine, Me Yacine Faye Sidibé, membre de l'Ordre des notaires du Mali, a salué l'initiative. Et de rappeler que l'éducation des enfants est un devoir aussi bien social que religieux. Elle s'est ainsi engagée à accompagner le projet pour donner une lueur

d'espoir aux enfants déscolarisés. Dans la même veine, la présidente de la soirée, Mme Sidibé Dédéou Ousmane, ministre de l'Education nationale, a réitéré sa reconnaissance aux initiateurs. Etant elle-même native de la région de Tombouctou, Dédéou Sidibé a rassuré les leaders d'Assos Sahel de son accompagnement. L'éclat de la soirée a été rehaussé par la présence de plusieurs personnalités nationales et internationales dont Bart Ouvry, ambassadeur de l'Union européenne, Mohamed Ibrahim Cissé, Président d'honneur d'Assos Sahel. Avec les prestations de l'artiste Vieux Farka Touré. Notons qu'Assos sahel est une organisation à caractère sociale et humanitaire, pour le développement et la protection des droits des enfants démunis, basée dans la région de Tombouctou depuis 2014. Elle a pour mission l'insertion socioéducative des enfants.

Jiadata MAIGA  
Source : La Preuve



# L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux



## L'INPS au service des assurés sociaux



**INSTITUT NATIONAL  
DE PREVOYANCE SOCIALE**



[www.inps.ml](http://www.inps.ml)



Email : [inps@inps.ml](mailto:inps@inps.ml)



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS\\_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

# Réformes politiques et institutionnelles : Regards croisés des universitaires et des politiques

L'Adema-Pasj a organisé ce jeudi 14 juillet 2022 une conférence débat sur les réformes politiques et institutionnelles en cours au Mali. Ladite rencontre avait pour thème : « La Constitution de février 1992, la Charte de la Transition, la loi électorale, le projet de nouvelle Constitution : avantages, limites et conséquences pour la réussite de la Transition, regards croisés des universitaires et des politiques ». Animée par d'imminentes personnalités, dont Me Kassoum Tapo, avocat, Dr Mahamadou Konaté, juriste publiciste et professeur d'université; Pr Makan Moussa Cissoko, constitutionnaliste, et Pr Cheikh Hamalla Touré, président de l'Association malienne du droit constitutionnel, elle aura été un véritable espace pour poser le diagnostic de la jeune démocratie malienne.

Ces dernières décennies, la nécessité de la révision de la Constitution de février 1992 se fait de plus en plus pressante. Les coups d'Etat de 2012 et de 2020 ont davantage mis à nu les limites de la constitution en vigueur. En effet, depuis le 18 août 2020, le Mali est régi à la fois par la Constitution du 25 février 1992 et la Charte de la Transition. Une situation qui ne favorise guère la bonne marche d'un pays démocratique comme le nôtre. D'où l'importance de cette conférence débat visant à faire un exposé succinct de la Constitution de 1992, la Charte de la transition, ainsi que les textes connexes : la loi électorale en vigueur, la Charte des partis politiques, etc. Il s'agissait également de mener la réflexion

sur les options envisageables : révision ou élaboration d'une nouvelle constitution dans le contexte actuel ; faire la synthèse des différents points de vue afin d'alimenter la réflexion sur les sujets évoqués pour aider aux prises de décisions futures

Pour corriger les lacunes, les autorités de la transition ont initié des réformes institutionnelles et politiques. Ainsi, il est question de la rédaction d'une nouvelle loi fondamentale. Ce, après la promulgation d'une nouvelle loi électorale par le Président de la Transition. Une loi, d'ailleurs appréciée par une bonne partie de la classe politique et des organisations de la société civile, malgré des insuffisances relevées et diverses interprétations partisans.

C'est dans ce contexte que l'Adema a initié la présente rencontre animée par des juristes publicistes et les acteurs politiques. Ce, afin de répondre aux différentes interrogations en vue d'amener les acteurs sociopolitiques à s'approprier les textes essentiels qui régissent leur quotidien pour une meilleure conduite de la Transition et le rétablissement de la démocratie.

Dans le contexte et la justification de cette conférence débat, les responsables de l'Adema reconnaissent la nécessité d'une révision de la Constitution du 25 février 1992 qui s'est faite sentir par les différents pouvoirs depuis 20 ans. Ce, pour corriger les imperfections et prendre en compte les innovations intervenues dans le cadre des organisations communautaires et certaines situations qui n'étaient pas prévues.

Nonobstant cette nécessité, l'Adema estime qu'on est en droit de se poser des questions suivantes: à partir de quel degré d'altération une révision constitutionnelle peut-elle être analysée comme une abrogation de la constitution en vigueur ? Une révision de la constitution peut-elle légalement – ou légitimement – procéder à une abrogation de la constitution ? Quelles sont les précautions à prendre ou les conditions à réunir pour réviser la Constitution du 25 février 1992 ou rédiger une nouvelle Constitution, surtout dans un pays où presque les 2/3 du territoire échappent au contrôle de l'Etat central ? Les autorités actuelles sont-elles fondées à réviser la Constitution en vigueur ou rédiger une nouvelle constitution ? D'autres problèmes surgissent Aussi, souligne-t-on d'autres problèmes qui





sont les suivants : pourquoi la « révision constitutionnelle » est-elle souvent considérée comme une opération limitée par nature ? Que veut-on dire lorsque l'on évoque la révision ou la rédaction de « la constitution », alors même qu'il existe tant de normes constitutionnelles ?

A l'Adema, on estime que l'élucidation de ces quelques points permet de s'interroger, de façon plus générale, sur la signification profonde des débats relatifs à la limitation matérielle du pouvoir de révision constitutionnelle et de l'application des textes qui nous régissent dans un espace temporel.

De même, il est opportun de savoir, souligne l'Adema : quel rôle doivent jouer les élites universitaires et les cadres des partis politiques dans les débats pour orienter les Maliens.

De la révision à la rédaction d'une nouvelle Constitution en passant par l'abrogation de la Constitution en vigueur... formulé de la sorte, peut sembler recouvrir des questions assez diverses : "est-il licite/légal (ou légitime), dans la situation actuelle de notre pays, d'utiliser la révision de la Constitution pour abroger la Constitution en vigueur et rédiger une nouvelle ?" Ou "est-il (factuellement) possible d'utiliser la révision pour abroger une Constitution et rédiger une nouvelle ?" Ou bien encore : "à partir de quel stade peut-on dire que l'on a affaire à une véritable abrogation de la Constitution, et non à une simple révision ?", etc.

Ces interrogations posent, en filigrane, l'un des problèmes les plus sensibles et les plus intéressants du Droit constitutionnel contemporain : celui des limites du pouvoir de révision constitutionnelle.

Tel était le sens de l'opportunité de l'organisation d'une Conférence-débat pour alimenter la réflexion sur les textes qui doivent gérer les Maliens pour le futur.

Aux termes de la rencontre, à la suite de la synthèse des différents points de vue, les participants sont édifiés sur les sujets susmentionnés. Aussi, des propositions pour une constitution qui répondent aux aspirations des Maliens ont été formulées.

Oumar KONATE  
Source : La Preuve

## Me Kassoum Tapo à propos de l'élaboration d'une nouvelle constitution : « S'il y a un consensus, on pourrait envisager une révision à minima... »

L'Adema PASJ (Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la justice) a organisé, le jeudi 14 juillet 2022, une conférence-débat à la Maison de la presse du Mali (Bamako) sur le thème : « La Constitution de février 1992, la Charte de la Transition, la nouvelle loi électorale, le projet de rédaction d'une nouvelle Constitution : avantages, limites et conséquences pour la réussite de la Transition, regards croisés des Universitaires et des politiques ». Cette conférence était animée par deux politiques (Me Kassoum Tapo, Pr. Makan Moussa Sissoko) et par deux universitaires (Dr. Mahamadou Konaté, Pr. Cheikh Hamalla Touré). La modération était assurée par Alexis Kalambry, directeur de publication du journal "Mali Tribune. Des divergences de vues étaient perceptibles entre politiques et universitaires lors de cette conférence. Tandis que les universitaires approuvent l'élaboration d'une nouvelle constitution entamée par les autorités, les politiques débatteurs émettent des réserves. Cependant, Me Tapo estime que « s'il y a un consensus, on pourrait envisager une révision à minima... ».

Cette conférence-débat a enregistré la présence du président de l'Adema-PASJ, Pr. Marimantia Diarra, des autres responsables, militants et sympathisants du parti ; du Pr. Ali N Diallo, ancien président de l'Assemblée nationale du Mali, des présidents des partis politiques, des syndicats, des organisations socio-professionnelles, des universitaires et bien d'autres. Dans ses mots de bienvenue, le secrétaire général de l'Adema PASJ, Yaya Sangaré, a indiqué qu'il faut un consensus politique national autour de l'élaboration d'une nouvelle constitution au Mali à défaut d'avoir des arguments juridiques nécessaires. Selon le politique Me Kassoum Tapo, avocat à la Cour, ancien bâtonnier, Vice-président, chargé de la Réconciliation nationale et de la Cohésion sociale de l'Adema-PASJ, la constitution du 25 février 1992 prévoit une révision, mais pas son remplacement par une nouvelle constitution. Avant de rappeler qu'il y a eu plusieurs tentatives de révision de la constitution qui n'ont pas abouti par manque d'accord entre la classe politique. « S'il y a un consensus, on

pourrait envisager une révision à minima qui pourrait porter sur 4 points essentiels : la création d'une seconde chambre ; la création d'une cour des comptes ; la modification des délais d'organisations des élections entre les deux tours des présidentielles et des législatives, et ensuite des dispositions pour une véritable réconciliation nationale », a-t-il dit. Avant de se réjouir de l'adoption d'une nouvelle loi électorale par le Conseil national de transition (CNT), le 17 juin 2022. A sa suite, le second politique Pr. Makan Moussa Sissoko, Constitutionnaliste, Secrétaire Administratif de l'Adéma-PASJ, a indiqué que la Charte de la transition complète la constitution de 1992 qui est rigide. Abondant dans le sens contraire de ses prédécesseurs, l'universitaire, Pr. Cheikh Hamalla TOURE, Président de l'Association malienne du droit constitutionnel, Doyen de la Faculté des Sciences Administratives et Politiques (FSAP) de l'Université de Bamako, a indiqué que la constitution est en peine voila pourquoi, il y a eu la charte de la transition. Selon lui, la constitution du 25 fé-



vrier 1992 doit être « rayée, déchirée et déposée dans la poubelle ». « Je suis fondamentalement pour le changement de la constitution. Il faut une autre approche de gouvernance », a-t-il dit. Pour lui, il est nécessaire de revoir le mode d'élection du président de la République et des députés. En outre, dit-il, il doit y avoir une possibilité de démettre le Président de la République au cours de son mandat en cas de dérive de sa part. Le second universitaire, Dr. Mahamadou KONATÉ, juriste publiciste, Professeur d'Université, souligne que dans une situation d'atteinte à l'intégrité du territoire, ce que la

Constitution n'interdit pas expressément, c'est l'élaboration d'une nouvelle Constitution. « Les besoins de révision de la Constitution sont toujours là et bien perceptibles par tous ; mais pour que le projet de révision ou l'élaboration d'une nouvelle Constitution puissent réussir, ils doivent résulter d'un large consensus national, gage de sa qualité et de sa longévité. Dans cette perspective, l'État devrait constituer un cadre de concertation similaire à une Conférence nationale, pour examiner et approuver l'avant-projet de Constitution élaboré par la Commission technique. Une fois cette étape accomplie, avec la mise en forme des

experts légistes, le projet de texte constitutionnel doit être soumis au référendum...», a conclu Dr. Konaté. Au cours des débats, l'ancien ministre Mamadou Gaoussou Diarra a indiqué qu'il faut parfaire la constitution de 1992 et non la rejeter. L'ancien ministre Amadou Koïta a déploré l'absence de politique dans le comité de rédaction de la nouvelle constitution.

Aguibou Sogodogo  
Source : Le républicain mali





## Baco djicoroni-golf : L'anniversaire tourne au viol collectif...

**Elle a visiblement été « offerte » en guise de « cadeau d'anniversaire » pour servir d'objet sexuel... Et la promptitude du Commissaire principal Moussé M'Baye aura permis d'appréhender deux des prédateurs sexuels.**

**A**gée de 18 ans, la demoiselle « Adam » (ce n'est pas son vrai nom) a été invitée par son petit-ami «Soul-To Soul» à prendre part à une fête d'anniversaire dans la nuit du 12 juillet 2022 à Baco Djicoroni-Golfe dans un appartement loué pour les besoins de la cause.

Ne se doutant de rien (Adam avait une confiance aveugle à son copain), l'innocente proie se rendit donc sur place, à l'adresse indiquée à Baco Djicoroni-Golfe.

Après la coupure du gâteau, suivie des autres cérémoniales festives, «Soul», invita sa copine à une partie de jambes... enfin, à une partie de plaisir dans une des chambres de l'appartement. Ce n'était pas une première ! Donc, rien

à signaler, du moins, jusque-là !

Mais après avoir assouvi sa libido, «Soul» sortit de la chambre laissant seule Adam en tenue d'Eve.

Et quelle ne fut la surprise de la malheureuse en voyant au moins cinq invités de la soirée, faire irruption dans la chambre. Ils la maîtrisèrent et abusèrent d'elle à tour de rôle. Elle fut ainsi violée à plusieurs reprises.

Le coup a été manifestement prémédité et soigneusement planifié. Et «Soul» en était le point focal. Il a tout simplement sacrifié sa petite-amie sur l'autel du viol collectif.

Mais tous les convives n'étaient pas partie prenante et désapprouvèrent l'attitude des prédateurs sexuels. L'un d'eux alerta alors la

police, en l'occurrence le Commissariat du 15ème Arrondissement. Les choses allèrent dès lors vite, très vite !

Alors même qu'il était en communication avec le témoin, le Commissaire principal Moussa M'Baye demanda à l'unité d'intervention de sa Brigade de recherche (BR) de faire mouvement vers le lieu indiqué. C'est bien cette promptitude qui a permis d'appréhender deux (02) des violeurs sur place.

Très fortement traumatisée, la victime Adam a été immédiatement prise en charge dans une clinique.

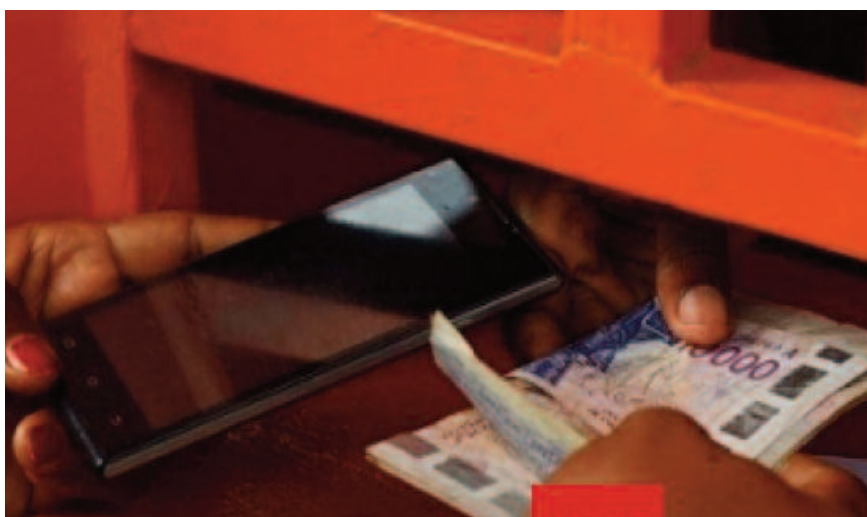
Les deux violeurs appréhendés répondant aux noms de Moïse et Oussou, respectivement âgés de 15 et 16 ans (des mineurs), ont été remis au tribunal des enfants. L'enquête a clairement établi le crime de viol en réunion auquel ils ont participé.

Les recherches sont en cours pour dénicher le reste des violeurs... Ce qui ne serait qu'une question de jours pour qui connaît le Compol M'Baye.

Source : 22 Septembre  
Avec Pr TOURAMAGAN



## Côte d'Ivoire : Chute de 43% des revenus du mobile money des opérateurs télécoms au T1 2022



**E**n Côte d'Ivoire, les opérateurs télécoms proposant des services de mobile money n'ont vraisemblablement pas passé un premier trimestre très gai.

En effet, le chiffre d'affaires qu'ils ont réalisé sur ce segment s'est effondré de 42,74% à 7,36 milliards FCFA fin mars 2022, contre 12,86 milliards FCFA fin mars 2021, selon les chiffres

officiels consultés auprès de l'ARTCI, l'Autorité de régulation des télécommunications de Côte d'Ivoire.

Cette contreperformance est liée à la chute principalement des revenus issus du segment mobile money de deux principaux opérateurs que sont MOOV (-53,76% à 551,74 millions FCFA) et MTN (-51,54% à 4,73 milliards FCFA), atténuée par la croissance de 9,1% à 2 milliards FCFA du chiffre d'affaires déclaré par Orange money au régulateur du secteur. En d'autres termes, les revenus publiés ici concernant l'unique opérateur Orange ne sont pas exhaustifs.

Cet effondrement du chiffre d'affaires réalisé par les opérateurs télécoms ivoirien est en lien avec la concurrence féroce induite l'entrée d'un nouvel acteur ; ce qui s'est traduit par une forte baisse des commissions sur les transferts d'argent.

En dépit de cette situation, le chiffre d'affaires global du secteur télécom est ressorti en hausse de 13% à 294,97 milliards FCFA au premier trimestre 2022, contre 261,1 milliards FCFA au premier trimestre 2021, tiré principalement par les revenus de l'internet qui se sont accrus de 33,26% à 104,3 milliards FCFA.

Dr Ange Ponou

Source : sikafiance.com





## Économie : Le FMI donne trois mois à la RCA pour harmoniser sa politique de cryptoactifs

Au terme de la mission d'une semaine effectuée par une équipe du Fonds monétaire international (Fmi) à Bangui dans le cadre de la deuxième revue du programme de référence de la République centrafricaine approuvé en décembre 2021, les experts ont soumis l'approbation et la validation de certaines étapes à des conditionnalités.



**B**ien que les résultats obtenus dans le cadre du programme de référence soient globalement satisfaisants et la plupart des repères quantitatifs et structurels établis pour fin mars ayant été atteints, les autorités ont demandé un prolongement de trois mois.

« Le programme de référence a été prolongé de trois mois jusqu'à fin septembre 2022, afin de donner aux autorités centrafricaines plus

de temps pour obtenir des garanties de financement de la part de partenaires au développement et pour harmoniser loi centrafricaine sur les crypto-actifs avec les engagements régionaux au niveau de la zone Cemac », indique le communiqué du FMI.

Cette conditionnalité arrive au moment où le pays lance le 21 juillet prochain sa cryptomonnaie. La RCA qui n'est pas parvenu à satisfaire les demandes d'information de la Beac sur

cette monnaie qui subit depuis des mois un tir groupé en raison du flou qui encadre son fonctionnement et son déploiement, doit maintenant, avant toute opération, harmoniser sa législation sur la cryptomonnaie avec les textes communautaires.

Source : écomatin.net

## Italie : Le footballeur français Tiémoué Bakayoko, pris pour un trafiquant de drogue, arrêté à Milan

**L**e footballeur français Tiémoué Bakayoko, une sélection avec les Bleus, a été interpellé par la police italienne à Milan en début de mois, suspecté à tort d'avoir participé à une fusillade liée à un trafic de drogue. Un des policiers l'a tenu en joue pendant quelques secondes, alors qu'il était au

volant de son SUV avec des amis, avant de le sortir du véhicule et de le plaquer contre le véhicule de police pour le fouiller.

La scène dans notre montage ci-dessous : La suite après la publicité

Ce n'est que quelques minutes plus tard que les policiers se sont rendu compte de leur er-

reur : ils avaient arrêté le milieu de terrain défensif de 27 ans, en prêt du Chelsea FC au Milan AC. Les policiers italiens, confus, l'ont relâché immédiatement avec une petite tape dans le dos.

Accusée de racisme, la police italienne a répondu que Tiémoué Bakayoko et l'autre passager « correspondaient par hasard aux descriptions des suspects ». Ces faits remontent au 3 juillet dernier, mais cette vidéo ahurissante vient tout juste de sortir sur les réseaux sociaux, relate « la Gazzetta dello Sport ».

Par L'Obs.fr







## Bélier (21 mars - 19 avril)

Un tournant est en marche dans votre carrière professionnelle. Un supérieur hiérarchique a pu récemment vous proposer un poste qui vous demande de réaliser des tâches inédites. La nouveauté est aussi source de stress, mais vous relevez le défi proposé.

On peut vous faire travailler en équipe alors que ce n'est pas votre fort. Votre personnalité attire la sympathie et elle rassemble. Profitez de ces atouts pour instaurer un climat de confiance et lancer de nouvelles idées liées au poste de travail.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Aujourd'hui vos supérieurs vous mettent à l'épreuve, on vous demande de gérer un imprévu professionnel de grande importance. Vous devez faire preuve de self-control et de réactivité. Vous avez du culot, votre audace étonne et vous propulse.

Si vous avez une transaction à mener, ne faites rien à la va-vite. Toute action mérite de la réflexion. Cependant, votre situation financière est sur la bonne voie. Vous avez été un bon gestionnaire, il faut continuer. La journée est favorable.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous aimez effectuer des tâches diversifiées. Votre souhait est entendu, car on vous demande d'être polyvalent. L'activité est propice à une réunion où votre avis compte. Votre poste actuel peut être encore transitoire, mais apporte une satisfaction.

Les petites dépenses sont nombreuses et vous pouvez perdre beaucoup d'argent suite à des coups de cœur irrésistibles. Faites attention aux dépenses qui ne sont pas utiles pour la journée ou pensez à payer en plusieurs fois vos achats pour éviter un découvert.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vos qualités d'expression et de communication, sans oublier votre forte intuition, vous aideront à atteindre vos objectifs si haut placés soient-ils. Aujourd'hui, tout vous semblera possible. Vous vous sentirez animé d'une force véridique.

Vous n'aurez aucune difficulté financière, du moins pour la plupart d'entre vous. Les astres sont cléments à ce niveau. Vous n'aimez pas manquer, vous faites donc tout ce qu'il faut pour vous assurer de quoi assurer vos charges courantes.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Une formation pourrait avoir lieu et vous mettre au contact de nouveaux collaborateurs. Mais vous n'êtes pas disposé à faire des concessions. Votre franc-parler et impulsivité sont capables de créer une atmosphère électrique sur le lieu de travail.

Les questions financières sont au centre de vos pensées. Vous devez faire des concessions sur les sorties, car votre générosité entraîne des dépenses qui amputent le budget. Vénus et Mars en Vierge vous exposent à vivre des loisirs qui reviennent cher.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous êtes un excellent élément dans votre entreprise. Votre hiérarchie vous donne de nouvelles responsabilités, vous avez l'opportunité de démontrer vos talents. Vous reprenez la direction d'un projet en cours, votre détermination paie. Foncez !

Aujourd'hui vous pouvez améliorer vos revenus, mais avant de vous lancer, réfléchissez bien, n'agissez pas sur un coup de tête. Vous avez besoin de conseils avisés. Pour éclairer votre lanterne, rapprochez-vous d'une personne spécialisée en finances.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Pour être honnête, ces derniers temps vous avez tendance à vous reposer sur vos lauriers. Fini le temps où vous preniez des initiatives qui se révélaient gagnantes. Vous restez sur vos acquis. La possibilité d'une évolution ne vous fait pas rêver.

Aujourd'hui des frais que vous n'aviez pas prévus vous obligent à revoir vos comptes et surtout votre façon de les gérer. Il faut bien l'avouer, ça vous agace, vous ne supportez pas de perdre votre temps. Allez ! Faites donc un petit effort !



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Mars renforce vos ambitions, votre goût du pouvoir et de la conquête. Uranus stimule votre détermination et votre soif d'affirmation personnelle avec une grande volonté d'indépendance. Il vaudrait mieux ne pas se trouver en travers de votre chemin !

Votre bonne étoile veille sur vous ! Même si vous avez l'impression que quelque chose ne va pas, patientez, ne paniquez pas, les choses s'arrangeront très vite. Votre budget est équilibré, vous savez vous montrer très raisonnable s'il le faut.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Grâce à des appuis, vous parvenez à vous faire une idée plus précise de votre futur poste professionnel. Neptune en Poissons vous inspire pour créer ou avoir un métier bien plus épanouissant. Des démarches sont à venir pour trouver ce qui vous va le mieux.

Des moments d'incertitude sur votre avenir vous incitent à rester prudent vis-à-vis des dépenses. Jupiter en Sagittaire vous rend toujours généreux, mais il est conseillé de ne pas trop dépenser pour garder une bonne trésorerie avant la fin du mois.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Aujourd'hui, vous manquez cruellement de motivation. Vous avez envie de tout envoyer balader, vous traînez des pieds pour remplir vos tâches journalières. Vous remettez votre carrière professionnelle et ses enjeux en question, vous broyez du noir.

Si vous avez placé votre argent dans des projets sécurisants, vous devriez récolter de beaux bénéfices. Cette journée est placée sous le signe des opportunités, financièrement vous devriez voir la chance arriver. Sautez sur chaque occasion.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Votre activité peut avoir un lien avec la clientèle ou nécessiter de prendre la parole en public. De nouvelles expériences arrivent sur le terrain et on vous demande de les vivre avec peu de préparations. De l'adaptabilité est demandée dans votre poste.

Les frais pour les moyens de transport sont élevés et vous font râler. Le budget est grignoté également par d'autres achats faits sur des coups de cœur. Les gadgets pour votre véhicule ou l'intérieur de votre habitat restent des dépenses probables.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Vous vous impliquez sans relâche, ce qui pourrait susciter des jalousies de la part de certains de vos collègues s'imaginant déjà que vous avez comploté avec votre hiérarchie. Ne vous laissez pas atteindre par l'attitude peu professionnelle de ces personnes.

Il est certain que si vous vivez au-dessus de vos moyens, vous allez droit vers les problèmes. En revanche si vous vivez en fonction de votre niveau financier, vous apprécierez la tranquillité d'esprit que représente un compte en banque sans incident.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg

**1110 Malikilé**

Crise au sein du RPM  
**Dr Becari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès**

Situation financière du Mali: Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"

**1111 Malikilé**

Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali  
**Revoilà le Cadre d'Echanges**

Face aux nouvelles technologies individualisées de notre époque, votre journal prendra le pas sur les autres. Tout d'abord de la manière la plus grande en analysant pour les abonnés les contenus et puis en montrant que vous êtes...

**1112 Malikilé**

Durée de la Transition  
**Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!**

Le Mali: La hausse des prix des denrées alimentaires

**1113 Malikilé**

Durée de la Transition  
**La polémique entre le Mali et la CEDEAO**

Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition: La jeunesse invitée à jouer sa partition

**1114 Malikilé**

Année MS-RFP  
**Dr Choguel Kokalla Maiga fait le bilan de l'an I de la rectification**

Le Mali: La hausse des prix des denrées alimentaires

**1115 Malikilé**

Le Burkina Faso-CEDEAO  
**Issoufou Mahamadou, un médiateur contesté!**

Adema - PASJ: Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir

**1116 Malikilé**

Nouvelle Constitution  
**Le top départ!**

Mali: La hausse des prix des denrées alimentaires

**1117 Malikilé**

Le ministre Diop à la tribune des Nations Unies  
**Le nîet du Mali à la force française Barkhane**

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23